



**MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Réalisation et mise à disposition d'un panorama
numérique de la presse internationale, nationale
et régionale pour les ministères économiques et
financiers**

Cahier des clauses administratives particulières

Numéro de consultation : **BAMAC-2025-297-panoramas**

TABLE DES MATIERES

Article 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 2 - ALLOTISSEMENT.....	4
Article 3 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 5 – LIEU D'EXECUTION	5
Article 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
Article 7 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
Article 7.1 – Représentation des parties	6
Article 7.1.1 – Représentation de l'acheteur.....	6
Article 7.1.2 – Représentation du titulaire	6
Article 7.2 – Conditions d'exécution.....	6
Article 7.2.1 – Mise en place de l'équipe technique	6
Article 7.2.2 – Remplacement des intervenants.....	7
Article 7.2.3 – Émission et exécution des bons de commande.....	7
Article 7.2.4 – Élaboration et transmission de devis	8
Article 7.2.5 – Pilotage des prestations.....	8
Article 7.2.6 – Plateforme extranet.....	8
Article 7.3 – Obligations du titulaire	8
Article 7.3.1 – Obligation de conseil et d'information	8
Article 7.3.2 – Obligation de confidentialité	8
Article 7.3.3 – Mesures de sécurité	9
Article 7.4 – Responsabilité du titulaire.....	9
Article 7.5 – Clause sociale incitative : Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention des discriminations.....	9
Article 7.6 – Constatation de l'exécution des prestations	10
Article 7.6.1 – Contrôle.....	10
Article 7.6.2 – Opérations de vérification.....	10
Article 7.6.3 – Décision après vérifications	10
Article 7.6.4 – Annulation des prestations	10
Article 7.7 – Considérations environnementales	10
Article 7.8 – Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES).11	
Article 7.9 – Traitement des données à caractère personnel	11

Article 7.10 – Pénalités.....	12
Article 7.10.1 – Pénalités liées à la livraison du panorama de presse	13
Article 7.10.2 – Pénalités pour dépassement des droits de copie.....	13
Article 7.10.3 – Plafonnement des pénalités	13
Article 7.11 – Clauses de réexamen	13
Article. 7.11.1 – Périmètre des bénéficiaires	13
Article 7.11.2 – Évolutions techniques et réglementaires	14
ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER	14
Article 8.1 – Forme et contenu des prix.....	14
Article 8.2 – Variation des prix.....	14
Article 8.3 – Clause de sauvegarde.....	15
Article 8.4 – Avances	15
Article 8.5 – Modalités financières	15
Article 8.5.1 – Répartition des paiements.....	15
Article 8.5.2 – Intérêts moratoires	15
Article 8.5.3 – Modalités de facturation	16
Article 8.6 – Suivi financier du montant maximum pour chaque lot	18
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES	18
Article 9.1 – Forme des notifications et des informations	18
Article 9.2 – Langue	18
Article 9.3 – Sous-traitance.....	18
Article 9.4 – Propriété intellectuelle.....	19
Article 9.5 - Assurances	20
Article 9.6 – Autres obligations administratives.....	21
9.7 Résiliation.....	22
9.8 Exécution aux frais et risques du titulaire	22
9.9 Différends	22
9.10 Litiges et contentieux.....	23
ARTICLE 10 - DEROGATIONS.....	24

Article 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la réalisation et la mise à disposition de panorama numérique de la presse internationale, nationale et régionale pour les ministères économiques et financiers.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Le détail des prestations est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Article 2 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Accord cadre relatif à la réalisation et mise à disposition d'un panorama numérique de la presse nationale
2	Accord cadre relatif à la réalisation et mise à disposition d'un panorama numérique de la presse régionale
3	Accord cadre relatif à la réalisation et mise à disposition d'une veille de la presse internationale et de livrables pour les ministères économiques et financiers

Article 3 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

En application des dispositions des articles R.2162-4, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, le marché prend la forme d'un accord cadre mono attributaire pour chaque lot, exécuté par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande sont émis par l'administration au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 1 750 000 € HT sur 4 ans, pour l'ensemble des lots, soit la durée totale du marché.

N°	Intitulés des lots séparés	Montants maximum*
1	Panorama numérique de la presse nationale	630 000,00 €
2	Panorama numérique de la presse régionale	450 000,00 €
3	Veille de la presse internationale et livrables	670 000,00 €

** Montants maximum, sur la durée totale du marché, reconductions comprises*

Il convient toutefois de préciser que le montant maximal susceptible d'être commandé n'est ni une estimation de la consommation, ni une information sur la consommation réelle de l'accord-cadre. En application de l'article R.2162-4 du code de la commande publique, ce montant n'est qu'un seuil à l'atteinte duquel l'accord-cadre prendra obligatoirement fin, que l'accord cadre soit ou non arrivé à son échéance.

Article 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de sa notification. Chaque lot est conclu pour la durée suivante :

N°	Durée du marché public
1	12 mois
2	12 mois
3	12 mois

Ces durées s'entendent hors reconduction(s) éventuelle(s). La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

Il est reconductible deux (3) fois par période d'un (1) an, sans que sa durée total n'excède 48 mois. Sa durée globale est de quatre (4) ans.

La reconduction s'effectue de manière tacite, sans que le pouvoir adjudicateur n'ait à en informer préalablement le titulaire. La reconduction ne peut pas être refusée par le titulaire.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre, avec un préavis de deux mois.

En cas de non reconduction du marché, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues au marché pour la période allant de la notification de la décision de non reconduction à la date d'effet de celle-ci. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Article 5 – LIEU D'EXECUTION

Les prestations s'exécutent dans les locaux des titulaires. Des réunions sont néanmoins à prévoir dans les locaux des différents ministères à Paris et en Ile-de-France.

Article 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière pour chacun des lots ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux trois lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières commun pour le lot 1 et 2 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières pour le lot 3 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JOFR du 1^{er} avril 2021) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les bons de commande.

Article 7 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 7.1 – Représentation des parties

Article 7.1.1 – Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

Lorsque la demande d'achat émane du SIRCOM, l'acheteur sera l'interlocuteur auprès du titulaire pour toutes les questions liées à l'exécution du marché.

Lorsque la demande d'achat émane de toute autre direction ou service des ministères économiques et financiers, le demandeur désigne une personne chargée du suivi de la bonne exécution des prestations.

Article 7.1.2 – Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire, de même que la composition de l'équipe affectée au projet.

Le titulaire s'engage à confirmer par écrit, au plus tard 3 jours après la date de notification du marché, la nomination du correspondant – le coordinateur – désigné dans son offre, chargé de suivre l'exécution du marché.

Article 7.2 – Conditions d'exécution

Article 7.2.1 – Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants – représentant du titulaire et équipe technique – dont les profils doivent

respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet, laquelle figurant dans son offre technique.

Article 7.2.2 – Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants au titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

En cas de modification du coordonnateur ou d'un membre de l'équipe technique, le titulaire doit en aviser l'administration au moins 10 jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur.

En aucun cas le remplacement d'un membre du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Article 7.2.3 – Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est : la date de sa notification.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La désignation et la quantité des prestations commandées ;
- Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- Le délai d'exécution des prestations ;
- Le nombre d'articles moyens et de destinataires du panorama de presse.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus **tard 3 mois** suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Article 7.2.4 – Élaboration et transmission de devis

Pour les prestations nécessitant l'élaboration d'un devis, le titulaire s'engage à les élaborer et à les transmettre à l'administration dans un délai maximum de 7 jours à compter de la réception de la demande.

Article 7.2.5 – Pilotage des prestations

Une réunion de lancement est organisée avant le démarrage effectif de la prestation afin de valider l'organisation pratique de mise en place des panoramas et leur ergonomie. Des réunions de travail peuvent se tenir à la demande de l'administration en cas de besoin. Une réunion de pilotage annuelle est organisée pour faire un bilan d'exécution du marché.

Article 7.2.6 – Plateforme extranet

Les prestations comprennent, pendant la durée du marché, la livraison des mises à jour apportées aux logiciels ainsi que la livraison de leurs nouvelles versions.

Le prix de ces mises à jour ou de ces nouvelles versions est inclus dans le prix du marché.

Le prix de la formation à l'utilisation de ces mises à jour est également inclus dans le prix du marché.

Article 7.3 – Obligations du titulaire

Article 7.3.1 – Obligation de conseil et d'information

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde contre les dérèglements, dysfonctionnements et/ou dangers potentiels relatifs aux prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecterait pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Article 7.3.2 – Obligation de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Article 7.3.3 – Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Article 7.4 – Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Article 7.5 – Clause sociale incitative : Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention des discriminations

Pour promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle et prévenir des discriminations, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause incitative de promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle. Cette clause est applicable à l'ensemble des lots du présent marché.

Par le biais de cette incitation, le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de sensibiliser davantage à ces enjeux.

Pour répondre à cette ambition, il est demandé à l'attributaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité et diversité professionnelles » proposé par le ministère, annexé au CCAP :

Questionnaire – Egalité et diversité professionnelles

Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Les informations renseignées dans ce questionnaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

La liste des questions qui lui seront posées est jointe pour information en annexe du présent règlement.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engagera à actualiser le questionnaire si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande, chaque année, à la date anniversaire de la notification.

Article 7.6 – Constatation de l'exécution des prestations

Article 7.6.1 – Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

Article 7.6.2 – Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

Article 7.6.3 – Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

Article 7.6.4 – Annulation des prestations

En cas d'annulation du fait de l'administration des prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande, celle-ci reste redevable des frais réels engagés par le prestataire. Le paiement de ces frais sera effectué sur présentation des justificatifs et ne devra pas conduire à l'enrichissement sans cause du titulaire. Le paiement de ces frais réels est calculé en fonction de la date de livraison prévue.

Article 7.7 – Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Les livrables sont fournis au format numérique.

Le titulaire s'engage à conserver les livrables dans un lieu ou un serveur sécurisé. Le titulaire doit mettre en place des mesures et dispositifs qui permettent la réduction

de l'empreinte environnementale et assurent l'efficacité énergétique de sa solution logicielle et de son hébergement.

Le titulaire s'engage également à assurer la cohérence des messages et des visuels avec les engagements éco-responsables de l'État en matière de réduction de l'impact environnemental de ses activités : vigilance sur les messages « greenwashing ».

Il peut s'appuyer sur les recommandations de l'ADEME <https://communication-responsable.ademe.fr/> et les bonnes pratiques préconisées par l'État en matière de numérique responsable : <https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/>

Article 7.8 – Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire (pour chaque lot), sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de [l'article L.229-25 du code de l'environnement](#).

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité¹.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, **encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement** à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>

Article 7.9 – Traitement des données à caractère personnel

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au [règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données](#), et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

¹ Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

Les informations portées à la connaissance de l'acheteur public seront enregistrées dans un fichier informatisé par l'acheteur public, au sein du Secrétariat général Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat. Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises seront mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants. Les sous-traitants en question seront soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la [loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978](#) modifiée et au [Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016](#) (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement.

En signant le présent marché, le titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par l'acheteur.

Article 7.10 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Article 7.10.1 – Pénalités liées à la livraison du panorama de presse

Pour le mini panorama « citations ministres » :

En cas de livraison du panorama de presse quotidien numérique non conforme au délai de livraison défini dans le cahier des charges techniques, une pénalité de **100 euros TTC** par tranche de 15 minutes de retard est appliquée à partir du 3ème retard sur 30 jours glissants.

Pour les autres types de panoramas de presse :

En cas de livraison du panorama de presse non conforme au délai de livraison défini dans le cahier des charges techniques, une pénalité de **100 euros TTC** par tranche de 30 minutes de retard est appliquée à partir du 3ème retard sur 30 jours glissants.

Le montant des pénalités sera précompté des factures correspondantes. Le montant de la pénalité sera calculé en euros toutes taxes comprises.

Dans les autres cas, à la condition d'en informer le pouvoir adjudicateur par courriel ou télécopie dans un délai de vingt-quatre heures avant l'expiration du délai contractuel d'exécution, le titulaire peut bénéficier de façon exceptionnelle d'une prolongation du délai d'exécution. Cette faculté de prolongation est à l'appréciation de l'administration.

Article 7.10.2 – Pénalités pour dépassement des droits de copie

Si le nombre d'articles dépasse de 5% le nombre d'articles définis dans le bon de commande, une pénalité de **250€ TTC** est appliquée.

Si le nombre d'articles dépasse de 10% le nombre d'articles définis dans le bon de commande, une pénalité de **500€ TTC** est appliquée.

Article 7.10.3 – Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 20% du montant total HT du bon de commande.

Article 7.11 – Clauses de réexamen

Article. 7.11.1 – Périmètre des bénéficiaires

Le marché pourra être modifié en cours d'exécution en raison de changements dans les périmètres ministériels, pouvant entraîner une augmentation ou une diminution du nombre d'utilisateurs et de bénéficiaires, une modification des corpus de presse, des mots-clés, ou encore la suppression ou la création d'un panorama.

Ces modifications n'affecteront toutefois ni l'objet ni la nature du marché, et donneront lieu à la conclusion d'un avenant, conformément aux dispositions des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique.

Article 7.11.2 – Évolutions techniques et réglementaires

Les prestations objet du présent marché pouvant être assujetties à des évolutions techniques et réglementaires, des modifications pourront être apportées conformément aux dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

Ces évolutions techniques, susceptibles d'entraîner des modifications, peuvent concerner divers aspects, tels que les avancées techniques ou technologiques des outils, les évolutions du secteur ou les modifications réglementaires.

Ces modifications n'affecteront toutefois ni l'objet ni la nature du marché, et donneront lieu à la conclusion d'un avenant, conformément aux dispositions des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER

Article 8.1 – Forme et contenu des prix

Les prestations seront rémunérées suivant une forme de prix unitaire qui figurent dans l'annexe financière (une par lot) annexée à l'acte d'engagement (un par lot).

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations ;
- Le suivi contractuel ;
- La concession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;

Article 8.2 – Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont révisables au premier jour du mois suivant la date du marché en application de la formule suivante :

Ils sont révisés en fonction de l'évolution de l'indice utilisé comme base de référence. L'indice applicable est l'indice des salaires mensuels de base – Information et communication (Identifiant 010562713) à la date de remise des offres.

Le prix révisé (P) est obtenu par application de la formule suivante :

$$P = P0 \times (\text{Indice1}/\text{Indice0})$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé H.T.
- P0 = prix de l'offre initiale H.T.
- Indice 0 = valeur du dernier indice disponible à la date limite de remise des offres (DLRO).

- Indice 1= valeur du dernier indice disponible publié à la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre.

En application du CCAG, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Article 8.3 – Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à **5 %**, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

Article 8.4 – Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-7 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivant du code de la commande publique.

Article 8.5 – Modalités financières

Article 8.5.1 – Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Article 8.5.2 – Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivant du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 8.5.3 – Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'administration.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Article 8.5.3.1 – Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- La référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

Article 8.5.3.2 – Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Article 8.5.3.3 – Frais particuliers

Sans objet.

Article 8.5.3.4 – Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 8.5.3.5 – Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (*Application Programming Interface*)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Échange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la

dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Article 8.6 – Suivi financier du montant maximum pour chaque lot

Afin de permettre un suivi de l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de produire à une fréquence trimestrielle un état de consommation. Cet état reprend la liste des bons de commande émis par l'acheteur faisant apparaître la date, l'objet et le montant.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'acheteur :

- Veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- Est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- S'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause ;
- S'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'acheteur organise.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9.1 – Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

Article 9.2 – Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

Article 9.3 – Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent, téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

Cet acte mentionne :

- La nature des prestations sous-traitées envisagée ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues ;
- Le cas échéant, les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Article 9.4 – Propriété intellectuelle

Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir, pour le monde et pour la durée légale des droits d'auteur, le droit d'utiliser ou de faire utiliser le logiciel proposé par le titulaire et la documentation afférente pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Redevances des droits d'auteurs

Le prestataire informe l'administration, la conseille et l'assiste dans la mise en œuvre des démarches visant à sa mise en conformité avec la réglementation régissant l'acquittement de ces droits, en France et à l'étranger.

Le titulaire s'assure que les productions qu'il livre dans le cadre du présent marché ont fait l'objet, auprès des organismes collecteurs ou des éditeurs concernés, de l'acquittement des droits de reproduction, de retranscription et de diffusion.

La collecte de ces droits pourra être assurée par le titulaire pour tout ou partie des articles diffusés et mis en ligne selon les accords dont il dispose.

De son côté, l'administration dispose d'un marché avec le Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC) et peut s'acquitter par conséquent des redevances dues pour les articles issus des publications pour lesquelles le CFC gère ces droits. L'administration choisira de préférence, lorsque le choix sera possible, l'acquittement des droits au CFC

Le titulaire fournit obligatoirement le récapitulatif et le comptage des articles nécessaires à la déclaration des droits de copie afin que l'administration puisse en vérifier l'exactitude, contrôler le montant des redevances dues au titulaire ou au CFC, et dans ce dernier cas le titulaire fournira toutes les informations utiles à l'administration afin qu'elle puisse remplir ses déclarations auprès du CFC.

Pour mémoire, l'exploitation de la base de données extranet s'entend droits inclus pour la consultation.

Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux Résultats

Le titulaire cède à l'administration les droits d'exploitation afférents aux livrables attendus dans le présent marché (hors droits de copie mentionnés précédemment) : résumés, traductions, exports d'analyses quantitatives... Cette cession est réalisée à titre non exclusif et pour le monde entier, à compter de la signature des présentes, pour une durée de 4 ans.

Le titulaire du marché cède pour les livrables attendus, de façon non-exclusive, au pouvoir adjudicateur, les droits suivants :

- Le droit de reproduction et d'utilisation pour quel qu'usage que ce soit, par quel que procédé que ce soit, sur tout support actuel ou futur (papier, supports dématérialisés...);
- Le droit de représentation et de diffusion de quelle que façon que ce soit, sur quel que support ;
- Le droit d'adaptation, de traduction, en toute langue, le droit de corriger, de réaliser de nouvelles versions, de maintenir, modifier, décompiler, assembler et de transcrire ;
- Le droit de distribution à des tiers pour être réutilisés.

L'administration pourra ainsi utiliser les résultats susmentionnés à des fins, tant internes aux services du ministère de l'économie, des finances et de la relance, qu'à titre de mutualisation des savoirs et connaissances avec d'autres administrations publiques (incluant les autres ministères et leurs opérateurs).

Article 9.5 - Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter

de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Article 9.6 – Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'acheteur à l'adresse : safi.bamac@finances.gouv.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

9.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

9.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

9.9 Différends

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG sus- mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution :

safi.bamac@finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante :

mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable. La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission. Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux

9.10 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de **Paris**.

ARTICLE 10 - DEROGATIONS

Cet article déroge à l'article 1 du CCAG-FCS.

Le présent CCAP prévaut sur toutes les dispositions du CCAG/FCS qui lui seraient contraires.